ÉDUCATION

Les foyers de tension se multiplient

Cinquante-quatre jours que les intendants sont en grève sans que le ministère de l'Education ne puisse désamorcer la crise. D'autres foyers de tension agitent le secteur. Le CLA a décidé d'organiser une «journée de mécontentement» pour dénoncer les conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée des classes. Des conditions catastrophiques selon le syndicat autonome qui affirme que ces dernières sont à l'origine de la démission d'un tiers des enseignants recrutés à la rentrée scolaire. Même mécontentement au Cnapest-E qui dénonce la fuite en avant de la tutelle et qui appelle ses troupes à se mobiliser. Son conseil national se réunira le 23 novembre prochain pour décider de la forme que pourrait prendre la contestation car, aux dires de Messaoud Boudiba, porte-parole du Cnapest, l'heure n'est plus aux négociations mais à la concrétisation des revendications.

Nawal Imès

MESSAOUD BOUDIBA, PORTE-PAROLE DU CNAPEST-E :

«Cette étape doit être celle de la concrétisation des revendications»

La base militante du Cnapest-E est appelée une fois de plus à se prononcer sur la manière d'organiser la riposte face à ce que le syndicat qualifie de fuite en avant de la ministre de l'Education. Le syndicat doit tenir le 23 novembre prochain un conseil national qui s'annonce décisif. Messaoud Boudiba, le porte-parole du syndicat autonome, affirme que cette réunion interviendra au lendemain d'une rencontre avec la ministre de l'Education et que c'est sur la base des résultats obtenus qu'une décision sera prise quant à une éventuelle action de protestation qui, avertit-il, risque d'être l'une des plus dures qu'a connues le secteur. Il en explique les raisons dans cet entretien express.

***Le Soir d'Algérie* : Vous appelez à la tenue d'assemblées générales en prévision d'une rencontre du conseil national qui s'annonce décisive. Dans quel contexte intervient cette réunion ?**

Messaoud Boudiba : On constate que la situation actuelle n'encourage pas à patienter plus que ça. Nous avons voulu donner du temps à la ministre de l'Education afin qu'elle comprenne les véritables problèmes du secteur mais malheureusement, ce temps que nous lui avons a accordé ne lui a pas permis de comprendre le message. Elle a, au contraire, voulu faire croire qu'elle maîtrisait la situation. La ministre de l'Education donne des instructions puis revient dessus sans aucune concertation.

Elle dit ouvrir les portes du dialogue mais toutes les rencontres que nous avons eues n'ont pas été concluantes.

On s'est rencontrés trois fois. La première fois, c'était une rencontre pour faire connaissance, la seconde séance a été consacrée à l'écoute mutuelle alors que la troisième nous avait permis d'avoir certaines réponses à nos préoccupations mais nous constatons qu'il n'y a pas de sérieux dans la prise en charge.

Nous avons vécu l'une des plus mauvaises rentrées scolaires. Les conditions n'ont jamais été aussi mauvaises puisque nous recevons chaque jour des rapports sur des protestations dans les écoles en raison des problèmes qui s'accumulent.

Que reprochez-vous à l'actuelle ministre de l'Education ?

La plateforme de revendications n'a connu aucun changement. Au contraire, on a l'impression que le ministère de l'Education fait tout pour occulter ces revendications en focalisant actuellement sur les promotions mais nous au Cnapest, nous disons que les problèmes doivent être réglés à la source car les dispositions transitoires et exceptionnelles sont une source de problèmes et constituent une fuite en avant.

Sur quoi devrait donc déboucher le conseil national ?

Le 11 octobre dernier, nous avions fait une première évaluation lors d'une réunion du bureau national. On avait alors appelé nos adhérents à se préparer à des mouvements de protestation encore plus durs que ceux qu'avait connus le secteur. Malheureusement, la politique de la ministre de l'Education n'a pas changé d'un iota.

On attendra de voir ce qui découlera des assemblées générales. Le 22 novembre, on rencontrera la ministre de l'Education et le lendemain, le conseil national se réunira pour évaluer ses réponses et trancher.

Au Cnapest, on considère aujourd'hui que nous ne sommes plus dans une étape de dialogue ou de négociations.

Cela nous l'avons fait avec les prédécesseurs de l'actuelle ministre. Cette étape doit être celle de la concrétisation.

N. I.

SUR 24 000 NOUVELLEMENT RECRUTÉS

30% des enseignants avaient démissionné

«Les enseignants sont de plus en plus nombreux à tourner le dos à l'éducation nationale». C'est l'amer constat établi par le CLA (Conseil des lycées d'Algérie), qui a indiqué que sur les 24 000 nouveaux enseignants recrutés pour la rentrée scolaire 2014/2015, 30% ont jeté l'éponge après seulement deux mois d'exercice.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le métier d'enseignant a, visiblement, perdu de sa ferveur. En plus des enseignants qui demandent à partir en retraite anticipée, ils sont aussi de plus en plus nombreux, parmi les jeunes et les nouveaux recrutés, à fuir le secteur, selon les syndicats de l'éducation nationale.

Mal préparés et pas assez formés, stressés, démotivés, surcharge de travail et de rythme scolaire, ce sont là les conditions dans lesquelles exerce l'enseignant, selon le CLA. A partir de ce constat, le syndicat relève que les enseignants sont de plus en plus nombreux à décrocher. 30% des nouveaux enseignants recrutés durant cette rentrée scolaire ont démissionné, après seulement deux mois d'exercice.

La situation est «critique», s'alarme le CLA. L'hémorragie ne risque pas de s'arrêter, selon le syndicat qui a indiqué qu'il y a eu près de 8 000 départs parmi les 24 000 nouveaux enseignants recrutés depuis la rentrée scolaire 2014-2015.

«Placés dans des conditions d'exercice intenables et sans être formés, les stagiaires fuient le secteur car ils ne peuvent pas faire face à la situation. Nous ne pouvons pas continuer d'ignorer cette réalité qui se traduit par le risque, dès à présent, de voir des stagiaires renoncer à la carrière qu'ils ont choisie ni de continuer de mépriser un métier qui exige à la fois un haut niveau de qualification et une formation adéquate», souligne le syndicat, qui parle d'une rentrée «catastrophique qu'il a déjà prédite il y a deux ans».

Selon le CLA, les candidats reçus au concours national de recrutement sont obligés d'exercer à temps plein, tout en se formant à leur nouveau métier.

La surcharge du rythme scolaire et du moment où le stagiaire met en moyenne quatre heures pour préparer un cours d'une heure, a eu raison de l'enthousiasme des stagiaires, estime le syndicat. Selon lui, «chaque semaine, le stagiaire dispense 18 heures de cours et subit une quarantaine d'heures de préparation et plusieurs heures de formation obligatoire».

Pour y remédier, le CLA qui organise d'ailleurs, le 10 novembre prochain, une journée de «mécontentement» pour dénoncer l'état «chaotique» dans lequel baigne le secteur de l'éducation nationale, propose l'abandon de la réforme actuelle et le rétablissement des emplois de stagiaire, une formation didactique et pédagogique renforcée, allègement du rythme, des conditions de titularisation transparentes, mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement couvrant les besoins du système éducatif, le retour à la formule du logement social pour les nouveaux professeurs comme mesure de motivation.

S. A.

LES DEUX PLAIDENT POUR UNE TRANSITION NÉGOCIÉE

Où se situe le différend CNLTD-FFS ?

Quelle différence y a-t-il entre la transition démocratique prônée par la CNLTD et le consensus national porté par le FFS, quand les deux options se rejoignent sur la conviction que les deux ne peuvent se concrétiser qu'avec le pouvoir en place ?

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (ICSO), issue des recommandations de la première conférence nationale pour la transition démocratique, le 10 juin dernier, initiée par la coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique, et fruit d'un long processus de contacts et de conciliabules entre nombre de chefs de partis et de personnalités nationales et d'acteurs associatifs et syndicaux est on ne peut plus claire.

Dans son appel au peuple algérien l'invitant à l'accompagner dans la matérialisation de son mot d'ordre de transition démocratique, avant-hier dimanche, cette entité parle d'un «défi historique relevé, celui de favoriser la formation de convergences entre toutes ses composantes autour d'un programme fondé sur les valeurs de "liberté et de justice", dans le seul objectif de sortir l'Algérie de sa crise et d'organiser avec le pouvoir politique une transition consensuelle, graduelle et pacifique».

Avant cela, faudrait-il construire un «nouveau rapport de force», à même de peser dans la négociation avec le pouvoir. C'est en tout cas la conviction des membres de l'ISCO dont le président du RCD, pour qui «il viendra le jour où il faudra discuter avec le pouvoir réel autour d'un projet bien défini dès le départ».Et le vieux front de l'opposition adopte le même mot d'ordre de «transition démocratique inclusive», autrement dit avec l'association du pouvoir dans le processus y inhérent. Sauf que le FFS, qui, soit dit en passant, a pris part à la conférence de Zéralda avant de prendre ses distances vis-à-vis de la CNLTD, a préféré l'emballer autrement en l'intitulant «reconstruction du consensus national». Un projet pour les besoins duquel, d'ailleurs, il a entamé depuis trois semaines, des contacts bilatéraux avec les chefs de partis, des personnalités et des acteurs de la société civile et syndicale.

Un processus auquel se sont adonnés les membres de la CNLTD depuis des mois déjà avant de se doter d'une plateforme adoptée le 10 juin dernier, avec l'adhésion de nouveaux acteurs politiques, associatifs et syndicaux et des personnalités nationales. Mais où se situe donc la pomme de discorde entre le FFS et le reste de l'opposition ? S'agit-il de l'éternelle lutte de leadership qui a, de tout temps, plombé toute initiative d'union de l'opposition ? «La Conférence de Mazafran a tenu le pari d'unir l'opposition politique, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie indépendante, «pas autour d'une démarche partisane ou idéologique», se défend en tout cas l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (ICSO).

Et le président de Jil Jadid ira plus loin dans son explication, lui pour qui l'initiative du FFS est une «action planifiée pour détruire l'opposition dans son action unifiée».

Soufiane Djilali estime que le vieux front de l'opposition a été tout simplement «manipulé», à l'effet, selon lui, de «troubler l'opinion publique» qui se dira, au final, que «l'opposition c'est toujours la même chose, ils ont toujours un problème de leadership, ils se bagarrent entre eux, et ne s'entendent sur rien».

M. K.